

Rapport du Comité des statistiques de la Société Canadienne de Science Économique

Jean-François Gautrin

Volume 51, Number 4, octobre–décembre 1975

Le modèle CANDIDE (parties 1 et 2)

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/800651ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/800651ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Gautrin, J.-F. (1975). Rapport du Comité des statistiques de la Société Canadienne de Science Économique. *L'Actualité économique*, 51(4), 634–636. <https://doi.org/10.7202/800651ar>

INFORMATIONS...

RAPPORT DU COMITÉ DES STATISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SCIENCE ÉCONOMIQUE

En août 1974, la Société Canadienne de Science Économique mettait sur pied un comité spécial sur « les problèmes reliés à l'utilisation des données statistiques » composé de Jean-François Gautrin (président), Albert Dumas, Émilien Landry, Claude Montmarquette et Dan Ton That.

En avril 1975, le Comité des statistiques lançait une enquête par questionnaire écrit auprès de tous les membres de la Société. Lors de la réunion annuelle de la Société à Moncton en mai 1975, un premier rapport du comité fut présenté et il fut convenu que les points importants du rapport final apparaîtraient dans *L'Actualité Économique*.

Le taux de réponses obtenues, quoique faible, se situe dans l'ordre de grandeur de ce qui est généralement obtenu pour des enquêtes du même genre, soit 26.4% (c'est-à-dire 186 répondants sur 704 envois). En plus des problèmes habituels de « mauvaises adresses », de longueur et de complexité du questionnaire, il demeure qu'un nombre relativement élevé des non-répondants ne sont pas des utilisateurs fréquents de statistiques étant donné le nombre relativement grand d'institutions et d'étudiants qui sont membres de la Société Canadienne de Science Économique.

En plus de connaître quelques caractéristiques de l'utilisateur, l'enquête tâchait de découvrir le type de statistique le plus utilisé, ainsi que les difficultés rencontrées, les suggestions d'améliorations étaient chaque fois enregistrées. Les réponses ont été traitées et analysées par ordinateur par le Bureau de la Statistique du Québec ¹.

La distribution géographique des répondants s'est effectuée comme ceci : Région de Montréal, 38% ; autres régions du Québec, 12% ; Ottawa et quelques villes de l'Ontario, 19% ; autres, 1%. Les répondants de l'enquête sont des usagers constants ou réguliers des données statistiques (78%) parmi les secteurs d'activités ils se répartissent comme suit : secteur public et parapublic, 42% ; secteur de l'enseignement, 36% ; secteur privé, 16% ; autres, 6%.

Un total de 21 domaines avait été proposé, les catégories ayant reçu le plus de succès sont « emploi, chômage et revenus » ainsi que la « fiscalité »

1. Pour plus de détails, voir l'article de Bernard Leibovici dans la *Revue Statistique* du BSQ de mars 1976.

et le « commerce interprovincial ». Les organismes pourvoyeurs de statistiques sont, essentiellement, Statistique Canada (50.0%), le Bureau de la Statistique du Québec (4.0%), les ministères fédéraux (8.6%), les ministères provinciaux (8.8%) et les autres (18.6%).

L'un des buts fondamentaux était de savoir si la communauté des économistes-chercheurs avait l'habitude de rencontrer des problèmes dans l'obtention des statistiques. Les résultats de l'enquête confirment cette opinion puisque 22% ont beaucoup de difficultés tandis que le total des répondants ayant au moins un peu de difficultés grimpe jusqu'à 76%. Comme il fallait s'y attendre, ce sont les répondants du secteur de l'enseignement et du secteur privé qui ont le plus de difficultés. Les difficultés rencontrées sont inversement proportionnelles à l'intensité d'utilisation des statistiques. Dans 17% des cas les données n'existaient pas, dans 20% les caractères de confidentialité ont causé de sérieux problèmes, mais dans 35% des cas les données existaient mais des compilations spéciales étaient nécessaires et/ou nécessitaient des délais, enfin, dans 12.5% les données n'existaient pas dans l'unité spatiale désirée.

L'utilisation des données statistiques se fait essentiellement grâce aux publications et aux données sur support informatique. Dans le futur, ceci n'est sans doute pas amené à changer quoique l'on puisse s'attendre à une progression de la télé-informatique.

En définitive, cette enquête, en plus de nous donner de l'information sur le type d'utilisation des statistiques des membres de la Société, nous a permis de nous rendre compte que des chercheurs avaient certains problèmes et que des améliorations étaient possibles, mais que le problème en soi n'était peut-être pas d'une gravité exceptionnelle. Comme on aurait pu s'y attendre, les répondants du domaine de l'enseignement souffrent plus des problèmes de confidentialité des données et d'accès aux données de base que les autres.

Les réponses des membres de la Société Canadienne de Science Économique suggèrent les recommandations suivantes :

(1) L'un des problèmes majeurs rencontrés par les chercheurs en est un d'information sur les statistiques existantes et leur disponibilité. Le coût de la recherche des données pourrait être de beaucoup diminué s'il existait un meilleur catalogue général ou fichier central des données disponibles. Ici, l'on ne peut que féliciter l'initiative du BSQ concernant l'établissement d'un système de « retraçage automatique » de toutes les statistiques concernant le Québec, de toute source que ce soit, ainsi que du retraçage des études qui auraient été faites. Ceci sera un bon complément au système CANSIM de Statistique Canada. D'autre part, on encourage la revue *L'Actualité Économique* à développer sa rubrique Informations générales et statistiques.

(2) En ce qui a trait à la confidentialité des données et l'accès plus facile aux microdonnées, le Comité encourage la Société à faire les représentations nécessaires auprès des organismes concernés afin d'améliorer la situation, quoique le Comité reconnaisse que dans certains cas il s'agit de problèmes délicats de préservation des libertés individuelles. Le Comité note que le problème est actuellement à l'étude au niveau fédéral et espère que

les résultats de cette question aideront à éclaircir le sujet. Certains répondants suggèrent également que l'on discrimine parmi les types de chercheurs.

(3) Enfin, il y aurait lieu de favoriser pour les jeunes chercheurs l'accès aux données. Ceci pourrait prendre la forme de politiques d'invitation à faire des thèses sur les statistiques québécoises et canadiennes détenues par les organismes de Statistique Canada et du Bureau de la Statistique du Québec.

Finalement le Comité souligne que des initiatives de ce genre devraient se poursuivre dans le futur et recommande que la Société Canadienne de Science Économique fasse parvenir, après étude, aux organismes producteurs de statistiques les recommandations du Comité et fasse les pressions nécessaires afin de favoriser des changements.

Jean-François Gautrin,
Président du Comité.